



مذكرة توضيحية

حول

الاتفاقية المنشئة للمنظمة الدولية للسياحة المستدامة  
والقضاء على الفقر (ST-EP)

IT-30-16

أيدت الدول المشاركة في اجتماعات الجمعية العامة لمنظمة السياحة العالمية التابعة لمنظمة الأمم المتحدة في دورتها العشرين، التي انعقدت خلال الفترة ما بين 24 و29 غشت 2013، تحويل مؤسسة السياحة المستدامة والقضاء على الفقر (ST-EP) إلى منظمة حكومية دولية مستقلة تتمتع بشخصية قانونية كاملة وذلك بناء على اتفاقية تم التوقيع عليها في 04 فبراير 2015 بمدينة سيم ريب (كامبوديا) من طرف ست دول مؤسسة (كمبوديا، كولومبيا، إثيوبيا، غواتيمالا، باراغواي والبيرو). وقد اتخذت هذه المنظمة مقرها لها في كوريا الجنوبية.

وقد أنشئت هذه المؤسسة عام 2004 في إطار مبادرة السياحة المستدامة والقضاء على الفقر التي أطلقتها المنظمة العالمية للسياحة خلال مؤتمر قمة التنمية المستدامة الذي عقد بمدينة جوهانسبرغ بجنوب إفريقيا في شهر غشت 2002.

وتعمل منظمة ستب، التي أسست خصيصا لأغراض علمية، تنمية وتعليمية، بتعاون وتنسيق مع المنظمة العالمية للسياحة. وتتلخص أهدافها في:

- دعم دور السياحة في المساهمة في إنماء اقتصاد الدول والاستدامة البيئية؛
- تقديم الدعم للدول والشركاء الذين يديرون أبحاث ومشاريع التنمية التي تهدف إلى القضاء على الفقر ولا مساواة عن طريق برامج ومشاريع التنمية السياحية المستدامة؛
- تعزيز الشراكات بين القطاعين العام والخاص والمساهمة في الحفاظ على التراث الطبيعي والثقافي والتنمية الاجتماعية والاقتصادية من خلال التعاون مع المنظمات الدولية، الحكومات والجهات ذات العلاقة، الراغبين في المساهمة في نفس أهداف خفض مستويات الفقر بواسطة مشاريع السياحة المستدامة والمبادرات الرامية إلى تحقيق الأهداف الإنمائية للألفية وأهداف التنمية المستدامة التابعة للأمم المتحدة.

ويتولى الإشراف على هذه المنظمة مجلس إدارة يتألف من ممثلين عن مختلف حكومات الدول الأعضاء وعن بعض المنظمات غير الحكومية.

وتمول ميزانية منظمة السياحة المستدامة والقضاء على الفقر من المساهمات الطوعية والمعونات المقدمة من الدول الأعضاء والمنظمات غير الحكومية وكذا من مساهمات وهبات واردة من مصادر أخرى .

وستدخل الاتفاقية المنشئة لهذه المنظمة حيز التنفيذ بعد انقضاء ثلاثين يوما من تاريخ إيداع وثائق المصادقة، الموافقة، القبول أو الانضمام إليها من قبل ثلاثة دولة وذلك طبقا لمقتضيات مادتها 22.

Accord  
pour la constitution  
de l'**Organisation internationale ST-EP**  
Séoul (République de Corée)

Janvier 2016

## Accord pour la constitution de l'Organisation internationale ST-EP

Les Parties au présent Accord,

Conscientes que les formes durables et responsables de tourisme peuvent avoir des effets positifs sur l'économie mondiale en créant des revenus et de l'emploi tout en apportant une contribution importante à l'élimination de la pauvreté et des inégalités dans les pays en développement et dans les pays émergents ;

Constatant la nécessité de renforcer la coopération internationale au développement à l'aide de projets et de programmes destinés à accroître les retombées bénéfiques du tourisme pour les communautés pauvres, et désireuses de promouvoir l'intégration des quatre dimensions du développement durable : croissance économique et fin de la pauvreté, inclusion sociale, durabilité environnementale et bonne gouvernance ;

Gardant à l'esprit qu'en septembre 2004, le Gouvernement de la République de Corée et l'Organisation mondiale du tourisme (ci-après dénommée « l'OMT ») sont convenus d'établir la Fondation de l'OMT Tourisme durable – Élimination de la pauvreté (ci-après dénommée « la Fondation ST-EP ») à Séoul, dans le cadre de l'Initiative Tourisme durable – Élimination de la pauvreté (ST-EP) lancée par l'OMT au Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg en 2002 ;

Prenant acte des succès obtenus par la Fondation ST-EP depuis sa création en 2004 et de sa contribution importante à l'Initiative ST-EP à l'intérieur du périmètre de son cadre, sa stratégie et ses activités ;

Rappelant que l'Assemblée générale de l'OMT, aux termes de sa résolution 622(XX) d'août 2013, a approuvé la proposition faite par le Secrétaire général que la Fondation ST-EP devienne totalement indépendante de la direction de l'OMT ;

Prenant acte qu'un groupe de travail composé de membres du Conseil d'administration de la Fondation ST-EP a été constitué en août 2013 pour superviser le processus de mise sur pied d'une nouvelle organisation internationale qui succéderait à la Fondation ST-EP et prendrait appui sur ses activités et ses réalisations, et qui travaillerait en étroite collaboration avec d'autres organisations internationales, et en particulier avec l'OMT, et des institutions financières internationales soutenant des initiatives de tourisme durable ;

Prenant acte également que cette nouvelle organisation internationale, du nom d'Organisation internationale ST-EP, serait dotée d'une direction appropriée, de la personnalité juridique, d'un statut international, de privilèges et immunités appropriés ainsi que d'autres conditions nécessaires pour lui permettre de fonctionner efficacement pour la réalisation de ses objectifs ; et

Souhaitant établir les principes généraux s'appliquant à cette organisation ;

Conviennent de ce qui suit :

## **Article premier Constitution**

1. L'Organisation internationale ST-EP (ci-après dénommée « l'Organisation ST-EP ») est créée en tant qu'organisation intergouvernementale indépendante résultant de la conversion de la Fondation ST-EP en organisation internationale totalement indépendante.
2. Le siège de l'Organisation ST-EP est en République de Corée (ci-après dénommée « le pays hôte »). La ville abritant le siège est décidée par le pays hôte.

## **Article 2 Buts**

1. L'Organisation ST-EP est un centre international de gestion des connaissances et d'élaboration de projets ayant pour but de promouvoir le tourisme en tant que moteur de la croissance économique, du développement n'excluant personne et de la durabilité environnementale. L'Organisation ST-EP fonctionne comme une organisation autonome à but non lucratif dont le statut est international et dont la gestion, la dotation en personnel et le fonctionnement sont apolitiques. Elle œuvre principalement à des fins scientifiques, de développement et d'éducation.

2. L'Organisation ST-EP apporte un soutien aux États et aux partenaires aux fins de la réalisation de projets de recherche et de développement destinés à éliminer la pauvreté et les inégalités au moyen de programmes et de projets de développement touristique durable, en couvrant les quatre dimensions du développement durable : croissance économique et fin de la pauvreté, inclusion sociale, durabilité environnementale et bonne gouvernance.

3. L'Organisation ST-EP favorise les partenariats public-privé et contribue à la sauvegarde du patrimoine naturel et culturel et au développement socioéconomique en coopérant avec les organisations internationales, les gouvernements et autres pouvoirs publics, les fondations, les entreprises du secteur privé, les associations et les personnes physiques qui veulent œuvrer en faveur des mêmes buts de réduction des niveaux de pauvreté grâce à des projets et à des initiatives de tourisme durable.

### **Article 3 Partenariats stratégiques de coopération**

1. Pour atteindre ses buts le plus efficacement possible, l'Organisation ST-EP peut conclure des accords de coopération avec d'autres organisations et institutions telles que des organisations internationales, des entreprises privées, des instituts de recherche et des organisations non gouvernementales (ONG), dont les activités soient liées à ses buts ou relèvent de sa compétence. En vertu de tels accords, des entités non étatiques peuvent acquérir le statut de « partenaires stratégiques ».

2. En particulier, l'Organisation ST-EP reconnaît le rôle de coordination central et décisif joué par l'OMT dans le domaine du tourisme. Aussi l'Organisation ST-EP maintient-elle son partenariat stratégique fondateur avec l'OMT. Dans ce sens, l'OMT a un siège permanent à l'Assemblée et au Conseil, conformément aux articles 8 et 9 du présent Accord, afin de fournir un apport technique sur les questions liées à sa mission et à son programme de travail de façon à assurer une étroite coordination des activités des deux organisations.

3. L'Organisation ST-EP s'emploie à éviter une répétition inutile et peu souhaitable des activités et des services et prend, en consultation avec l'OMT, les mesures pouvant s'avérer nécessaires pour assurer une coordination efficace, particulièrement dans le cadre des projets d'assistance technique dans lesquels l'OMT continuera d'être requise en tant qu'agent d'exécution, compte tenu des rôles et des responsabilités incombant respectivement à l'Organisation ST-EP et à l'OMT.

#### **Article 4 Activités**

1. L'Organisation ST-EP se concentre sur les activités en faveur du tourisme qui soient durables des points de vue social, économique et écologique et qui contribuent à l'élimination de la pauvreté et des inégalités grâce à l'exécution de projets concrets.

2. Afin de réaliser les objectifs énoncés au premier paragraphe du présent article, l'Organisation ST-EP peut :

a. Renforcer la coopération internationale, encourager les partenariats public-privé et tisser de nouvelles relations afin d'éliminer effectivement la pauvreté et les inégalités dans les pays et les communautés en développement ;

b. Organiser des actions de promotion, des événements de mobilisation de fonds et d'autres activités autofinancées ;

c. Coordonner la mise en œuvre de projets ST-EP par d'autres agents d'exécution ayant des buts et des activités similaires, et plus particulièrement par l'OMT quand lesdits projets sont liés à l'Initiative ST-EP et/ou au programme de travail de l'OMT ;

d. Soutenir les projets de recherche et de tourisme novateur répondant aux normes

des Nations Unies ;

e. Coopérer et réaliser des projets axés sur le sport, la culture, l'éducation et le développement des ressources humaines avec des pays, des organisations et associations internationales et des entreprises, dès lors que ces projets ont un rapport avec l'élimination de la pauvreté et des inégalités ;

f. Fournir des programmes de formation, d'appui opérationnel, d'assistance technique, de développement des ressources humaines et de développement du tourisme pour éliminer la pauvreté et les inégalités, notamment en identifiant les possibilités d'investissement dans le tourisme et en préparant des plans d'investissement, au profit des pays et des communautés en développement ;

g. Conduire des études et tenir des forums en association avec le secteur public, le secteur privé et les communautés internationales et faire paraître des comptes rendus présentant les résultats de ces études et forums ; et

h. Exécuter d'autres activités conformes aux buts de l'Organisation ST-EP.

## **Article 5 Membres**

Peuvent devenir Membres de l'Organisation ST-EP tous les États souverains qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies. Ces États deviennent Membres en devenant Parties au présent Accord.

## **Article 6 Capacité juridique**

L'Organisation ST-EP possède la personnalité juridique et, dans la mesure nécessaire à l'exercice de ses fonctions et à la réalisation de ses buts, a la capacité juridique pour :

a. Conclure des accords et passer des contrats ;

b. Acquérir et céder des biens meubles et immeubles ; et

c. Ester en justice.

## **Article 7 Organes**

1. L'Organisation ST-EP a pour organes principaux une Assemblée, un Conseil et un secrétariat.
2. Des antennes ou d'autres organes subsidiaires de l'Organisation ST-EP, en République de Corée et en dehors, peuvent être créés par l'Assemblée si elle en établit la nécessité pour appuyer ses activités.

## **Article 8 Assemblée**

1. L'Assemblée est l'organe suprême de l'Organisation ST-EP et se compose des Membres de l'Organisation ST-EP. L'OMT a un siège permanent à l'Assemblée conformément à l'article 3, sans droit de vote.
2. L'Assemblée se réunit en session ordinaire une fois tous les deux (2) ans ou selon toute autre disposition décidée par l'Assemblée. Les sessions extraordinaires de l'Assemblée sont convoquées à l'initiative d'un tiers de ses Membres. Les sessions de l'Assemblée se déroulent au siège de l'Organisation ST-EP, à moins que l'Assemblée n'en décide autrement.
3. L'Assemblée adopte son règlement intérieur par consensus à sa première session. Pour lever tout doute, le présent Accord prévaut en cas de contradiction entre le présent Accord et le règlement intérieur.
4. L'Assemblée peut accorder le statut d'observateur à des entités non étatiques telles que des organisations internationales, des entreprises privées, des instituts de recherche et des ONG, en se fondant sur les critères convenus par l'Assemblée. Les représentants ayant statut d'observateur peuvent participer aux débats à l'Assemblée, mais sans droit de vote aux délibérations de l'Assemblée. Des dispositions supplémentaires concernant la participation des observateurs à l'Assemblée peuvent être prises dans le règlement intérieur.



5. Les fonctions de l'Assemblée comprennent :

- a. Élire les membres du Conseil, conformément à l'article 9, compte tenu du principe de rotation ;
- b. Nommer le Secrétaire général, lequel est proposé par le Conseil ;
- c. Étudier et adopter des amendements au présent Accord, conformément à l'article 23 ;
- d. Fournir des conseils concernant l'orientation générale du travail de l'Organisation ST-EP ;
- e. Examiner les progrès accomplis pour atteindre les objectifs de l'Organisation ST-EP ;
- f. Recevoir des rapports du secrétariat sur les questions stratégiques, opérationnelles et financières ; et
- g. Fournir des orientations sur les partenariats et les liens de coopération avec d'autres organismes internationaux, conformément à l'article 3.

6. Chaque Membre a une voix, à l'exception de l'OMT.

7. L'Assemblée n'épargne aucun effort pour prendre ses décisions par consensus. Si tous les efforts dans ce sens demeurent vains et qu'aucun consensus n'est trouvé, à la demande du Président, les décisions sont en dernier recours adoptées à la majorité simple des Membres présents et votants, sauf disposition contraire du présent Accord. Pour lever tout doute, les décisions peuvent être prises par voie écrite entre les réunions de l'Assemblée.

8. L'Assemblée élit un Président pour un mandat de deux (2) ans, lequel est renouvelable.

9. Le Président préside l'Assemblée et s'acquitte des fonctions qui lui sont confiées.

10. Le Président est responsable devant l'Assemblée quand elle siège.

## **Article 9 Conseil**

1. Le Conseil est l'organe exécutif de l'Organisation ST-EP. Suivant les indications de l'Assemblée, il est chargé de diriger les activités de l'Organisation ST-EP.
2. Le Conseil ne compte pas plus de treize (13) membres, comme suit :
  - a. Les représentants de dix (10) Membres choisis par l'Assemblée ;
  - b. Un représentant du pays hôte, lequel a un siège permanent au Conseil ;
  - c. L'OMT, en tant que partenaire fondateur stratégique, représentée par son Secrétaire général ou son représentant dûment désigné, avec un siège permanent, conformément à l'article 3, sans droit de vote ; et
  - d. Le Président du Comité de transition, pour un mandat à décider par le Conseil.
3. D'autres entités non étatiques comme des organisations intergouvernementales, des entreprises privées, des instituts de recherche et des ONG peuvent être invitées par le Conseil à participer à ses travaux, sans droit de vote.
4. Les membres du Conseil précités au paragraphe 2.a. ont un mandat de quatre (4) ans, à l'exception des dispositions prévues au paragraphe 5.
5. L'Assemblée fait en sorte que la moitié, approximativement, des membres du Conseil initial élus aux termes du paragraphe 2.a. soient élus pour un mandat initial de deux (2) ans, pour assurer une continuité des membres du Conseil.
6. Les fonctions du Conseil, suivant les indications de l'Assemblée, consistent à :
  - a. Proposer un Secrétaire général en vue de sa nomination par l'Assemblée ;
  - b. Approuver la stratégie de l'Organisation ST-EP et examiner le cadre de résultats, de suivi et d'évaluation ;
  - c. Approuver le programme de travail et budget annuels ;
  - d. Approuver les stratégies, politiques et programmes de l'Organisation ST-EP en matière de collecte de fonds et de mobilisation de ressources, et promouvoir lesdites activités de collecte de fonds et de mobilisation de ressources ;
  - e. Approuver les états financiers vérifiés ;

- f. Approuver les politiques du personnel, y compris les barèmes des traitements et avantages ;
- g. Surveiller le rendement du personnel et évaluer la performance de l'Organisation ST-EP ;
- h. Approuver les critères de sélection des programmes de pays, lesquels sont conformes aux objectifs de l'Organisation ST-EP et fondés, entre autres, sur des critères objectifs ;
- i. Approuver la composition des sous-comités du Conseil ; et
- j. Exécuter toute autre fonction pouvant lui être confiée par l'Assemblée ou dévolue en vertu d'une autre disposition du présent Accord.

7. Le Conseil peut décider dans quelle mesure le Secrétaire général peut déléguer les pouvoirs du Conseil. Les contrats, accords et traités qui affectent la direction, les objectifs, l'emplacement, l'expansion ou la dissolution de l'Organisation ST-EP ou portent sur d'importantes questions ayant trait à ses relations avec le pays hôte sont soumis à l'approbation de l'Assemblée.

8. Chaque membre du Conseil a une voix, à l'exception de l'OMT.

9. Le Conseil adopte son propre règlement intérieur par consensus à sa première session.

10. Le Conseil élit un Président parmi ses membres pour un mandat de quatre (4) ans, renouvelable. En cas d'absence du Président, celui-ci peut nommer un représentant.

11. Le Président préside le Conseil et accomplit les fonctions qui lui sont confiées.

12. Pour une coordination et un fonctionnement efficaces, le Conseil peut établir des sous-comités, notamment un sous-comité Audit et finances, sur décision de l'Assemblée.

13. La majorité des membres du Conseil constitue le quorum pour les réunions du

Conseil.

14. Le Conseil se réunit au moins une fois par an, sauf si le Conseil en décide autrement.

## **Article 10 Secrétariat**

1. Le secrétariat, suivant les indications du Conseil et de l'Assemblée, est le principal organe fonctionnel de l'Organisation ST-EP. Il est dirigé par un Secrétaire général.

2. Outre les éventuelles fonctions conférées au secrétariat ailleurs dans le présent Accord ou occasionnellement par le Conseil ou l'Assemblée, le secrétariat, suivant les indications du Conseil et de l'Assemblée :

- a. Assure la direction stratégique de l'Organisation ST-EP ;
- b. Prépare tous les documents opérationnels et financiers nécessaires, parmi lesquels les programmes, les budgets et le rapport annuel de l'Organisation ST-EP pour approbation par le Conseil ;
- c. Formule un plan stratégique encadrant l'activité de l'Organisation ST-EP pour examen et approbation par le Conseil, et en assure un suivi continu ;
- d. Supervise la planification et l'orientation des activités de recherche, de développement et d'éducation de l'Organisation ST-EP pour en assurer l'exécution efficace ;
- e. Recrute et gère un personnel possédant les plus hautes qualifications ;
- f. Tient le Président du Conseil informé des questions significatives liées à l'Organisation ST-EP ; et
- g. Exécute toute autre fonction déléguée au secrétariat par le Conseil.

3. Le Secrétaire général est proposé par le Conseil et nommé par l'Assemblée. Le Secrétaire général peut participer aux réunions du Conseil et de l'Assemblée, mais ne vote pas à ces réunions.

4. Le Secrétaire général est nommé pour un mandat initial de quatre (4) ans et peut être reconduit pour un deuxième mandat.

5. Le Secrétaire général assure la représentation juridique de l'Organisation ST-EP. Il signe tous les actes, contrats, accords, traités et autres documents juridiques nécessaires pour assurer le fonctionnement normal de l'Organisation ST-EP.

### **Article 11 Dotation en personnel**

1. Le personnel de l'Organisation ST-EP est nommé par le Secrétaire général conformément au Statut du personnel approuvé par le Conseil.

2. La considération dominante dans le recrutement du personnel et dans la fixation de ses conditions d'emploi est la nécessité d'assurer les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'intégrité, de travail et de compétence.

3. Les barèmes des traitements, les régimes d'assurance et de pension et les autres conditions d'emploi sont fixés dans un Statut du personnel adopté par le Conseil et sont en principe compétitifs sur le plan international.

### **Article 12 Langue de travail**

La langue de travail de l'Organisation ST-EP est l'anglais.

### **Article 13 Financement**

1. Le budget de l'Organisation ST-EP est financé par ses Membres, les organisations internationales et les autres institutions publiques ou privées qui désirent apporter à l'Organisation ST-EP des contributions volontaires d'ordre financier ou autres. L'Organisation ST-EP peut recevoir des contributions volontaires d'autres sources.

Elle peut aussi recevoir des contributions et des dons devant servir à l'établissement d'un programme de dotations.

2. L'Organisation ST-EP peut recevoir, acquérir ou obtenir par d'autres moyens licites de toute autorité gouvernementale ou de toute société, compagnie, association, personne, firme, fonds, fondation ou autre entité internationale, régionale ou nationale :

- a. Les privilèges, licences, droits, concessions ou droits analogues et l'assistance, financière ou autre, qui peuvent lui être utiles ou nécessaires pour atteindre ses buts ;
- b. Que ce soit par don, cession, échange, legs, achat ou bail, absolument ou par fidéicommiss, des contributions composées des biens meubles, immeubles ou mixtes, y compris les fonds et effets ou articles de valeur, qui peuvent lui être utiles ou nécessaires pour faciliter les buts et les activités de l'Organisation ST-EP ; et détenir, gérer, administrer, utiliser, vendre, céder ou aliéner lesdits biens.

3. Aucune partie des recettes de l'Organisation ST-EP ne revient ni ne peut être distribuée au Secrétaire général, aux dirigeants ou à d'autres personnes privées, excepté que l'Organisation ST-EP est autorisée et habilitée à payer une rémunération raisonnable pour services rendus et à effectuer des paiements et des versements pour la poursuite des buts énoncés à l'article 2.

4. L'activité financière de l'Organisation ST-EP est régie par un règlement financier adopté par le Conseil.

5. Le budget de l'Organisation ST-EP est approuvé à un rythme semestriel par le Conseil.

6. La vérification annuelle des comptes de l'Organisation ST-EP est assurée par une entreprise de comptabilité internationale et indépendante désignée par le Conseil sur recommandation du Secrétaire général.

7. Les états financiers vérifiés sont mis à la disposition des Membres au plus tôt après la fin de chaque exercice financier, mais au plus tard six (6) mois après cette date. Ils

sont examinés par le Conseil pour approbation à sa prochaine session, selon qu'il convient.

## **Article 14 Communication des informations**

Les organes de l'Organisation ST-EP mettent en place une politique d'ensemble pour la communication des informations, garantissant la transparence du travail de l'Organisation ST-EP, y compris :

- a. Les discussions, décisions et documents reçus, examinés et adoptés par l'Assemblée ;
- b. Les critères d'octroi du statut d'observateur à des entités non étatiques ;
- c. Les discussions et décisions du Conseil, ainsi que les documents connexes ;
- d. Les critères et la méthodologie employés pour la sélection des programmes de pays ; et
- e. Les états financiers annuels vérifiés de l'Organisation ST-EP.

## **Article 15 Privilèges et immunités**

1. L'Organisation ST-EP peut jouir des privilèges et des immunités dans les États membres pouvant être nécessaires et appropriés en vue du bon fonctionnement de l'Organisation ST-EP sur le territoire de ses Membres.

2. Lesdits privilèges et immunités sont précisés dans un accord séparé pouvant être conclu entre les Membres ou entre l'Organisation ST-EP et l'État membre individuel.

## **Article 16 Dépositaire**

1. Le Secrétaire général est le dépositaire du présent Accord. En attendant qu'un Secrétaire général soit élu et le secrétariat entièrement formé, le

Gouvernement de la République de Corée est le dépositaire.

2. Le dépositaire transmet les copies certifiées conformes du présent Accord à tous les signataires et enregistre le présent Accord auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en vertu de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.
3. Le dépositaire informe tous les signataires et Parties au présent Accord des signatures ainsi que des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposés en vertu des articles 19 et 20 et de la date d'entrée en vigueur de l'Accord aux termes de l'article 22.

## **Article 17 Dispositions transitoires**

1. Jusqu'à ce que l'Organisation ST-EP compte au moins quarante (40) Membres, l'Assemblée fait fonction d'organe exécutif de l'Organisation ST-EP à la place du Conseil et se réunit chaque année en session ordinaire. Dès que l'Organisation atteint quarante (40) Membres, le Conseil de l'Organisation ST-EP est établi et remplit les fonctions prévues à l'article 9.
2. Un Comité de transition est établi à l'entrée en vigueur du présent Accord conformément à l'article 22 plus bas. Le Comité de transition se compose de :
  - a. L'ancien Président du Conseil d'administration de la Fondation ST-EP ;
  - b. Le Secrétaire général de l'OMT ou son représentant dûment désigné ;
  - c. Le Secrétaire général de l'Organisation ST-EP une fois élu ;
  - d. Un représentant du pays hôte ; et
  - e. Des représentants de deux (2) Membres nommés par l'Assemblée.
3. Le Président du Comité de transition est nommé par le Comité parmi les membres du Comité à l'exception du Secrétaire général de l'OMT ou de son représentant dûment désigné. Le mandat du Président est déterminé par le Comité de transition.



4. Le Comité de transition se réunit autant que nécessaire pour assurer la continuité des activités et des programmes de la Fondation ST-EP après sa dissolution et pour superviser le transfert en bon ordre de responsabilités entre les deux entités. Le Comité rend compte à l'Assemblée.

5. Le Comité de transition est dissous quand l'Assemblée estime que le Comité a rempli sa fonction et décide la dissolution du Comité.

### **Article 18 Signature**

Le présent Accord est ouvert à la signature des États à compter du [date, mois, année]. Il reste ouvert à la signature à Séoul pendant une période de deux (2) ans, à moins que le dépositaire ne prolonge cette période avant qu'elle ne vienne à expiration en consultation avec la République de Corée et l'Organisation ST-EP.

### **Article 19 Ratification, acceptation ou approbation**

1. Le présent Accord est soumis à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des États signataires.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du dépositaire.

### **Article 20 Adhésion**

1. Le présent Accord reste ouvert à l'adhésion de tout État n'ayant pas signé l'Accord à l'expiration de la période spécifiée à l'article 18.

2. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire.

## **Article 21 Règlement des différends**

1. Tout différend entre deux Parties ou plus au présent Accord né de l'interprétation ou de l'application du présent Accord est réglé par des négociations ou par toute autre méthode choisie d'un commun accord.

2. Si le différend n'est pas réglé conformément au premier paragraphe dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la demande de règlement présentée par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à arbitrage à la demande de l'une ou l'autre des parties au différend.

3. Le tribunal d'arbitrage est composé de trois arbitres. Chaque partie au différend choisit un arbitre et le troisième, qui préside le tribunal, est choisi par les deux arbitres. Si le tribunal n'est pas constitué dans un délai de trois (3) mois à compter de la demande d'arbitrage, c'est le Président de la Cour internationale de Justice qui, à la demande de l'une ou l'autre des parties, nomme les arbitres qui n'ont pas encore été désignés.

4. À moins que les parties au différend n'en décident autrement, le tribunal d'arbitrage fixe sa propre procédure.

5. Le tribunal applique les principes et les règles du droit international et sa sentence est définitive et obligatoire pour les parties au différend.

6. L'arbitrage se déroule là où l'Organisation ST-EP a son siège, à moins que les parties au différend n'en décident autrement.

## **Article 22 Entrée en vigueur**

1. Le présent Accord entre en vigueur le trentième (30<sup>e</sup>) jour après que trois (3)

instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion par des États, y compris celui de la République de Corée, ont été déposés auprès du dépositaire.

2. Pour chaque État qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du présent Accord, le présent Accord entre en vigueur le trentième (30<sup>e</sup>) jour suivant la date du dépôt de l'instrument considéré.

### **Article 23 Amendements**

1. Toute Partie au présent Accord peut proposer un amendement au présent Accord en présentant une proposition dans ce sens au Secrétaire général. Le Secrétaire général communique un amendement proposé à tous les Membres de l'Organisation ST-EP au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant son examen par l'Assemblée.

2. Un amendement du présent Accord est adopté uniquement par consensus de toutes les Parties présentes à l'Assemblée. L'amendement entre en vigueur pour les Parties l'ayant ratifié, accepté ou approuvé le trentième (30<sup>e</sup>) jour après le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation des deux tiers des Parties. Par la suite l'amendement entre en vigueur pour toute autre Partie le trentième (30<sup>e</sup>) jour après que cette Partie a déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'amendement.

3. Le présent Accord n'admet ni réserves ni exceptions.

### **Article 24 Retrait**

1. Toute Partie peut se retirer du présent Accord par notification écrite de son intention de se retirer du présent Accord. Ledit retrait prend effet six (6) mois après la date de réception, par le Secrétaire général, de la notification.

2. Tout retrait d'une Partie ne l'exonère pas de ses obligations financières de l'exercice auquel la Partie s'est engagée à contribuer.

3. Le présent Accord prend fin automatiquement lorsque, à la suite de retraits, le nombre de Membres tombe en dessous de trois (3).

## **Article 25 Résiliation**

1. Il est mis fin au présent Accord par une décision prise par consensus à l'Assemblée de tous les Membres.

2. La résiliation du présent Accord est sans incidence sur la validité ou la durée de tout projet ou programme entrepris en vertu du présent Accord et non entièrement exécuté au moment de la résiliation du présent Accord, sauf s'il en est décidé autrement par consensus de l'Assemblée.

3. Au moment de la résiliation, l'Assemblée peut décider, par consensus, de redistribuer les biens et les actifs de l'Organisation ST-EP aux donateurs, selon qu'il convient, en prenant en considération l'origine des actifs et la possibilité de les céder à des institutions sans but lucratif ayant des buts analogues à ceux de l'Organisation ST-EP tels que décrits à l'article 3.

## **Article 26 Texte faisant foi**

Le texte faisant foi du présent Accord est le texte anglais.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à [...] le [...] [2016], en langue française

IT - 30 - 16

**Agreement on the Establishment of the International ST-EP  
Organization**

## **Agreement on the Establishment of the International ST-EP Organization**

The Parties to this Agreement,

Recognizing that sustainable and responsible forms of tourism can have positive impacts on the global economy through income generation and job creation, while contributing significantly to the elimination of poverty and inequalities in developing and emerging countries;

Acknowledging the need to bolster international development cooperation through projects and programs aimed at increasing the benefits of tourism for poor communities, and desiring to promote the integration of the four dimensions of sustainable development: economic growth and the end of poverty, social inclusion, environmental sustainability, and good governance;

Bearing in mind that, in September 2004, the Government of the Republic of Korea and the World Tourism Organization (hereinafter referred to as the "UNWTO") agreed to establish the UNWTO Sustainable Tourism - Eliminating Poverty Foundation (hereinafter referred to as the "ST-EP Foundation") in Seoul, within the framework of the Sustainable Tourism Eliminating Poverty (ST-EP) Initiative launched by the UNWTO at the World Summit on Sustainable Development in Johannesburg in 2002;

Taking note of the successful achievements of the ST-EP Foundation since its establishment in 2004, and its important contribution to the ST-EP Initiative within its framework, strategy and activities;

Recalling that, through Resolution 622 (XX) on August 2013, the UNWTO's General Assembly approved the Secretary-General's proposal that the ST-EP Foundation become fully independent from the UNWTO management;

Taking note that a Working Group, composed of members of the ST-EP Foundation's Board of Directors, was constituted in August 2013 to oversee the process to develop

a new international organization which would succeed the ST-EP Foundation and build on its activities and achievements, and which would pursue close collaboration with other international organizations, particularly the UNWTO, and international financial institutions that support sustainable tourism initiatives;

Also taking note that this new international organization, to be called the International ST-EP Organization, would have suitable governance, juridical personality and appropriate international status, privileges and immunities, and other conditions necessary to enable it to operate effectively towards the attainment of its objectives; and

Wishing to establish the general principles to be applied to this organization;

Have agreed as follows:

#### **Article 1. ESTABLISHMENT**

1. The International ST-EP Organization (hereinafter referred to as the "ST-EP Organization") shall be established as an independent intergovernmental organization resulting from the development of the ST-EP Foundation into a fully independent international organization.

2. The headquarters of the ST-EP Organization shall be located in the Republic of Korea (hereinafter referred to as the "Host Country"). The host city shall be determined by the Host Country.

#### **Article 2. AIMS**

1. The ST-EP Organization shall be an international knowledge management and project development center with the aim of promoting tourism as a driver for economic growth, inclusive development, and environmental sustainability. The ST-EP Organization shall operate as a non-profit autonomous organization, international in status and non-political in its management, staffing, and operations. It shall be organized mainly for scientific, developmental, and educational purposes.



2. The ST-EP Organization shall provide support to States and partners for the conduct of research and development projects that aim to eliminate poverty and inequalities through sustainable tourism development programs and projects, covering the four dimensions of sustainable development: economic growth and the end of poverty, social inclusion, environmental sustainability, and good governance.

3. The ST-EP Organization shall foster public-private partnerships and contribute to the safeguarding of natural and cultural heritage, and to socio-economic development by cooperating with international organizations, governments and related authorities, foundations, private corporations, associations, and individuals who are willing to contribute to the same goals of reducing poverty levels through sustainable tourism projects and initiatives.

### **Article 3. STRATEGIC COOPERATIVE PARTNERSHIPS**

1. In order to achieve its aims in the most efficient way, the ST-EP Organization may enter into agreements for cooperation with other organizations and institutions, such as international organizations, private companies, research institutes, and non-governmental organizations (NGOs), whose activities are related to its aims or fall within its competence. Through those agreements, non-state entities may acquire the status of "Strategic Partners."

2. In particular, the ST-EP Organization shall recognize the decisive and central coordinating role of the UNWTO in the field of tourism. Therefore, the ST-EP Organization shall maintain its founding strategic partnership with the UNWTO. In this regard, the UNWTO shall have a permanent seat in the Assembly and in the Council, in accordance with Articles 8 and 9 of this Agreement, in order to provide technical input on questions related to its mandate and work program so as to ensure the close coordination of the activities of both organizations.

3. The ST-EP Organization shall endeavor to avoid any undesirable duplication of activities and services and shall take such measures as may be required, in consultation with the UNWTO, to achieve effective coordination, particularly within the framework of technical assistance projects in which the UNWTO shall continue to be requested to act as the executing agency, taking into account the respective roles and responsibilities of the ST-EP Organization and the UNWTO.

#### **Article 4. ACTIVITIES**

1. The ST-EP Organization shall focus on activities to encourage tourism that are socially, economically, and ecologically sustainable, and that contribute to eliminating poverty and inequalities through the implementation of concrete projects.

2. To accomplish the goals set out in paragraph 1 of this Article, the ST-EP Organization may:

- a. strengthen international cooperation, encourage public-private partnerships and forge new relations to achieve the elimination of poverty and inequalities in developing countries and communities;
- b. conduct promotions, events for fundraising purposes, and other self-financed operations;
- c. coordinate the implementation of ST-EP projects by other executing agencies which have similar purposes and activities, particularly by the UNWTO, when those projects are related to the ST-EP Initiative and/or the UNWTO's program of work;
- d. support research and innovative tourism projects that meet the UN standards;
- e. cooperate and carry out projects with countries, international organizations and associations, and corporations focusing on sports, culture, education, and human resources development as they relate to the elimination of poverty and inequalities;
- f. provide training, operational support, technical assistance, human resources development, and tourism development programs for eliminating poverty and inequalities, including the identification of tourism investment opportunities and the preparation of investment plans, benefiting developing countries and communities;
- g. conduct research and hold forums in association with the public, private, and international communities and publish reports with the outcomes of such research and forums; and
- h. implement other activities in line with the aims of the ST-EP Organization.

#### **Article 5. MEMBERSHIP**

Membership of the ST-EP Organization shall be open to all sovereign States that are members of the United Nations. Such States shall become Members by becoming Parties to this Agreement.

#### **Article 6. CAPACITY**

The ST-EP Organization shall possess legal personality and, to the extent necessary for the exercise of its functions and the fulfilment of its purposes, have the capacity:

- a. to enter into agreements and contracts;
- b. to acquire and dispose of immovable and movable property; and
- c. to institute and defend itself in legal proceedings.

#### **Article 7. ORGANS**

1. The ST-EP Organization shall have an Assembly, a Council, and a Secretariat as its principle organs.
2. Branch offices or other subsidiary organs of the ST-EP Organization within and outside the Republic of Korea may be established if the Assembly so decides as necessary to support its activities.

#### **Article 8. THE ASSEMBLY**

1. The Assembly shall be the supreme organ of the ST-EP Organization and shall be composed of the ST-EP Organization's Members. The UNWTO shall have a permanent seat in the Assembly, in accordance with Article 3, without a voting right.
2. The Assembly shall meet once every two (2) years in ordinary sessions, or as otherwise decided by the Assembly. An extraordinary session of the Assembly shall be convened upon the initiative of one-third of its Members. Sessions of the Assembly shall take place at the headquarters of the ST-EP Organization, unless the Assembly decides otherwise.

3. The Assembly shall adopt its rules of procedure by consensus at its first session. For the avoidance of doubt, this Agreement shall prevail to the extent of any inconsistency between this Agreement and the rules of procedure.

4. The Assembly may grant Observer status to non-state entities such as international organizations, private companies, research institutes, and NGOs, based on criteria agreed upon by the Assembly. Representatives with Observer status may engage in discussions in the Assembly but shall not have voting rights in Assembly deliberations. Further provisions relating to the participation of Observers in the Assembly may be made in the rules of procedure.

5. The functions of the Assembly shall include:

- a. electing members to the Council, in accordance with Article 9, and considering the principle of rotation;
- b. appointing the Secretary-General, who shall be nominated by the Council;
- c. considering and adopting amendments to this Agreement, in accordance with Article 23;
- d. advising on the overall direction of the ST-EP Organization's work;
- e. reviewing the progress in meeting the ST-EP Organization's objectives;
- f. receiving reports from the Secretariat on strategic, operational, and financial matters; and
- g. providing guidance on cooperative partnerships and linkages with other international bodies, in accordance with Article 3.

6. Each Member shall be entitled to one vote, except for the UNWTO.

7. The Assembly shall make every effort to reach decisions by consensus. If all efforts at consensus have been exhausted, and no consensus reached, on request by the President, decisions shall, as a last resort, be adopted by a simple majority of the Members present and voting, except as otherwise provided in this Agreement. For the avoidance of doubt, decisions may be taken by written procedure between meetings of the Assembly.

8. The Assembly shall elect a President for a term of two (2) years, and this term may be renewable.

9. The President shall preside over the Assembly and shall carry out the duties which are entrusted to him/her.

10. The President shall be responsible to the Assembly while it is in session.

#### **Article 9. THE COUNCIL**

1. The Council shall act as the executive organ of the ST-EP Organization and shall, under the guidance of the Assembly, be responsible for directing the activities of the ST-EP Organization.

2. The Council shall consist of no more than thirteen (13) members, as follows:

- a. representatives of ten (10) Members selected by the Assembly;
- b. a representative of the Host Country, which shall have a permanent seat on the Council;
- c. the UNWTO as founding strategic partner, represented by its Secretary-General or his/her duly appointed representative, which shall have a permanent seat, in accordance with Article 3, without a voting right; and
- d. Chair of the Transitional Committee for a term to be decided by the Council.

3. Other non-state entities such as intergovernmental organizations, private companies, research institutes and NGOs may be invited by the Council to participate in the work of the Council, without voting rights.

4. The members of the Council specified in paragraph 2.a shall serve for terms of four (4) years, except as provided in paragraph 5.

5. The Assembly shall ensure that approximately half of the initial Council members elected under paragraph 2.a are elected for an initial term of two (2) years, for the purposes of continuity of Council membership.

6. The functions of the Council, under the guidance of the Assembly, shall be to:
  - a. nominate a Secretary-General for appointment by the Assembly;
  - b. approve the ST-EP Organization's strategy, and review the results, monitoring and evaluation framework;
  - c. approve the annual work program and budget;
  - d. approve the ST-EP Organization's fundraising and resource mobilization strategies, policies, and programs, and promote such fundraising and resource mobilization activities;
  - e. approve audited financial statements;
  - f. approve personnel policies, including scales of salaries and benefits;
  - g. monitor the performance of staff and evaluate the ST-EP Organization's performance;
  - h. approve the criteria for country program selection, which shall be consistent with the objectives of the ST-EP Organization and based, inter alia, on objective criteria;
  - i. approve the Council Sub-Committees' membership; and
  - j. perform any other functions delegated by the Assembly or conferred elsewhere in this Agreement.
  
7. The Council may determine the extent to which the Council's powers may be delegated to the Secretary-General. Contracts, agreements, and treaties which affect the governance, objectives, location, expansion, or dissolution of the ST-EP Organization, or major issues concerning its relationship with the Host Country, shall be subject to approval by the Assembly.
  
8. Each member of the Council shall be entitled to one vote, except for the UNWTO.
  
9. The Council shall adopt its rules of procedure by consensus at its first session.
  
10. The Council shall elect a Chair from its members with a term of four (4) years, and this term may be renewable. In case of the absence of the Chair, he/she may appoint a representative.

11. The Chair shall preside over the Council and shall carry out the duties which are entrusted to him/her.

12. For its effective coordination and operation, the Council may establish Sub-Committees, including an Audit & Finance Sub-Committee, upon decision by the Assembly.

13. A majority of the Council members shall constitute a quorum for the Council meetings.

14. The Council shall meet at least once annually, unless the Council decides otherwise.

#### **Article 10. THE SECRETARIAT**

1. The Secretariat shall, under the guidance of the Council and the Assembly, be the chief operational organ of the ST-EP Organization, and shall be headed by a Secretary-General.

2. In addition to any functions conferred upon the Secretariat elsewhere in this Agreement, or by the Council or the Assembly, from time to time, the Secretariat shall, under the guidance of the Council and the Assembly:

- a. provide strategic leadership for the ST-EP Organization;
- b. prepare all necessary operational and financial documents including programs, budgets, and the ST-EP Organization's annual report, for the approval of the Council;
- c. develop a strategic plan for the operation of the ST-EP Organization for the Council's consideration and approval, and keep this plan under continuing review;
- d. supervise the planning and direction of the ST-EP Organization's research, developmental, and educational activities to ensure their effective implementation;
- e. recruit and manage highly qualified staff;
- f. keep the Chair of the Council advised on matters of consequence that relate to the ST-EP Organization; and
- g. perform such other functions as are delegated to the Secretariat by the Council.

3. The Secretary-General shall be nominated by the Council and appointed by the Assembly. The Secretary-General may participate in meetings of the Council and the Assembly, but shall not vote at such meetings.

4. The Secretary-General shall be appointed for an initial term of four (4) years and may be reappointed for a second term.

5. The Secretary-General shall be the legal representative of the ST-EP Organization. He/she shall sign all deeds, contracts, agreements, treaties, and other legal documents which are necessary to ensure the normal operation of the ST-EP Organization.

#### **Article 11. STAFFING**

1. The staff of the ST-EP Organization shall be appointed by the Secretary-General, in accordance with staff regulations to be approved by the Council.

2. The paramount consideration in the employment of staff and in the determination of conditions of service shall be the necessity of securing the highest standards of quality, integrity, efficiency, and competence.

3. Salary scales, insurance, pension schemes, and other terms of employment shall be laid down in staff regulations adopted by the Council, and shall, in principle, be internationally competitive.

#### **Article 12. WORKING LANGUAGE**

The working language of the ST-EP Organization shall be English.

#### **Article 13. FINANCING**

1. The budget of the ST-EP Organization shall be funded by its Members, international organizations, and other public or private agencies and institutions which wish to make financial and other voluntary contributions to it. The ST-EP Organization may receive voluntary contributions from other sources. It may also receive contributions and gifts toward the establishment of an endowment program.



2. The ST-EP Organization shall have the right to receive, acquire, or otherwise lawfully obtain from any governmental authority or from any corporation, company, association, person, firm, trust, foundation or other entity whether international, regional or national:

a. charters, licenses, rights, concessions or similar rights, and assistance - financial or otherwise - as are conducive to and necessary for the attainment of its aims;

b. by donation, grant, exchange, devise, bequest, purchase, or lease, either absolutely or in trust, contributions consisting of such property, real, personal, or mixed, including funds and valuable effects or items, as may be useful or necessary to facilitate the aims and activities of the ST-EP Organization and to hold, operate, administer, use, sell, convey, or dispose of the said property.

3. No part of the receipts of the ST-EP Organization shall inure to the benefit of, or be distributable to, its Secretary-General, officers, or other private persons, except that the ST-EP Organization shall be authorized and empowered to pay reasonable compensation for services rendered and to make payments and distributions in furtherance of the aims set forth in Article 2.

4. The financial operations of the ST-EP Organization shall be governed by financial regulations to be adopted by the Council.

5. The budget of the ST-EP Organization shall be approved bi-annually by the Council.

6. An annual audit of the operations of the ST-EP Organization shall be conducted by an independent international accounting firm appointed by the Council upon the recommendation of the Secretary-General.

7. The audited financial statements shall be made available to the Members as soon as possible after the close of each financial year, but not later than six (6) months after that date, and shall be considered for approval by the Council at its next session, as appropriate.

#### **Article 14. DISCLOSURE**

The organs of the ST-EP Organization shall develop a comprehensive disclosure policy which ensures transparency in the work of the ST-EP Organization, including:

- a. the discussions, decisions and documents received, reviewed and adopted by the Assembly;
- b. the criteria on which non-state entities are granted Observer status;
- c. the discussions and decisions in the Council, and related documents;
- d. the criteria and methodology for country program selection; and
- e. the ST-EP Organization's annual audited financial statements.

#### **Article 15. PRIVILEGES AND IMMUNITIES**

1. The ST-EP Organization may enjoy such privileges and immunities in the Member States as may be necessary and appropriate for the proper functioning of the ST-EP Organization in the territories of its Members.

2. Such privileges and immunities shall be specified in a separate agreement that may be concluded among the Members or between the ST-EP Organization and the individual Member.

#### **Article 16. DEPOSITARY**

1. The Secretary-General shall be the Depositary of this Agreement. Until a Secretary-General is elected and the Secretariat is fully established, the Government of the Republic of Korea shall be the Depositary.

2. The Depositary shall transmit certified copies of this Agreement to all signatories and shall register this Agreement with the Secretary-General of the United Nations pursuant to Article 102 of the Charter of the United Nations.

3. The Depositary shall inform all signatories and Parties to this Agreement of signatures and of instruments of ratification, acceptance, approval or accession deposited under Article 19 and 20, and of the date of entry into force of the Agreement under Article 22.

## **Article 17. TRANSITIONAL PROVISIONS**

1. Until the ST-EP Organization has at least forty (40) Members, the Assembly shall serve as the executive organ of the ST-EP Organization in place of the Council and shall meet every year in ordinary sessions.

As soon as the Organization reaches forty (40) Members, the ST-EP Organization's Council shall be established and shall perform the functions as provided in Article 9.

2. A Transitional Committee shall be established upon the entry into force of this Agreement in accordance with Article 22 below. The Transitional Committee shall be composed of:

- a. the former Chair of the ST-EP Foundation's Board of Directors;
- b. the Secretary-General of the UNWTO or his/her duly appointed representative;
- c. the Secretary-General of the ST-EP Organization when elected;
- d. a representative of the Host Country; and
- e. representatives of two (2) Members appointed by the Assembly.

3. The Chair of the Transitional Committee shall be named by the Committee from among the members of the Committee except the Secretary-General of the UNWTO or his/her duly appointed representative. The term of the Chair shall be decided by the Transitional Committee.

4. The Transitional Committee shall meet as necessary to ensure the continuity of the activities and programs of the ST-EP Foundation after it is dissolved and to oversee the successful transfer of responsibilities between both entities. The Committee shall report to the Assembly.

5. The Transitional Committee shall be dissolved at the time the Assembly judges that the Committee has achieved the purposes and decides the dissolution of the Committee.

## **Article 17. TRANSITIONAL PROVISIONS**

1. Until the ST-EP Organization has at least forty (40) Members, the Assembly shall serve as the executive organ of the ST-EP Organization in place of the Council and shall meet every year in ordinary sessions.

As soon as the Organization reaches forty (40) Members, the ST-EP Organization's Council shall be established and shall perform the functions as provided in Article 9.

2. A Transitional Committee shall be established upon the entry into force of this Agreement in accordance with Article 22 below. The Transitional Committee shall be composed of:

- a. the former Chair of the ST-EP Foundation's Board of Directors;
- b. the Secretary-General of the UNWTO or his/her duly appointed representative;
- c. the Secretary-General of the ST-EP Organization when elected;
- d. a representative of the Host Country; and
- e. representatives of two (2) Members appointed by the Assembly.

3. The Chair of the Transitional Committee shall be named by the Committee from among the members of the Committee except the Secretary-General of the UNWTO or his/her duly appointed representative. The term of the Chair shall be decided by the Transitional Committee.

4. The Transitional Committee shall meet as necessary to ensure the continuity of the activities and programs of the ST-EP Foundation after it is dissolved and to oversee the successful transfer of responsibilities between both entities. The Committee shall report to the Assembly.

5. The Transitional Committee shall be dissolved at the time the Assembly judges that the Committee has achieved the purposes and decides the dissolution of the Committee.

#### **Article 18. SIGNATURE**

This Agreement shall be open for signature as of 1 June 2016 by States and shall remain open for signature at Seoul for a period of two (2) years, unless such period is extended prior to its expiry by the Depositary upon consultation with the Republic of Korea and the ST-EP Organization.

#### **Article 19. RATIFICATION, ACCEPTANCE OR APPROVAL**

1. This Agreement shall be subject to ratification, acceptance or approval by the signatory States.
2. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Depositary.

#### **Article 20. ACCESSION**

1. This Agreement shall be open for accession by any State which has not signed the Agreement by the expiration of the period specified in Article 18.
2. Instruments of accession shall be deposited with the Depositary.

#### **Article 21. SETTLEMENT OF DISPUTES**

1. Any dispute between two or more Parties to this Agreement arising from the interpretation or application of this Agreement shall be settled by negotiations or by any other mutually agreed means.
2. If a dispute is not settled in accordance with paragraph 1 within a period of ninety (90) days from the request by either party to a dispute to settle it, it shall, at the request of either party to the dispute, be referred to arbitration.
3. The arbitral tribunal shall be composed of three arbitrators. Each of the parties to the dispute shall choose one arbitrator, and the two arbitrators shall choose the third arbitrator, who shall be the chair of the tribunal. If the tribunal is not constituted

within three (3) months of the request for arbitration, the appointment of the arbitrators not yet designated shall be made by the President of the International Court of Justice at the request of either party.

4. Unless the parties to the dispute decide otherwise, the arbitral tribunal shall determine its own procedure.

5. The tribunal shall apply the principles and rules of international law, and its award shall be final and binding on the parties to the dispute.

6. Arbitration proceedings shall be held at the place where the headquarters of the ST-EP Organization is located, unless the parties to the dispute decide otherwise.

#### **Article 22. ENTRY INTO FORCE**

1. This Agreement shall enter into force on the thirtieth(30th) day after three(3) States' instruments of ratification, acceptance, approval or accession, including that of the Republic of Korea, have been deposited with the Depositary.

2. For each State depositing an instrument of ratification, acceptance, approval, or accession after the entry into force of this Agreement, the Agreement shall enter into force on the thirtieth(30th) day after the date of deposit of the respective instrument.

#### **Article 23. AMENDMENTS**

1. Any Party to this Agreement may propose an amendment to this Agreement by submitting such a proposal to the Secretary-General. The Secretary-General shall communicate a proposed amendment to all the Members of the ST-EP Organization at least ninety (90) days prior to its consideration by the Assembly.

2. An amendment to this Agreement shall be adopted only with the consensus of all Parties present at the Assembly. The amendment shall enter into force among Parties having ratified, accepted, or approved it on the thirtieth (30th) day after the deposit of instruments of ratification, acceptance or approval by two-thirds of the Parties. There

after the amendment shall enter into force for any other Party on the thirtieth(30th) day after that Party deposits its instrument of ratification, acceptance or approval of the amendment.

3. No reservations or exceptions may be made to this Agreement.

#### **Article 24. WITHDRAWAL**

1. Any Party may withdraw from this Agreement by written notification of its intention to withdraw from this Agreement. Such withdrawal shall take effect six (6) months after the date of receipt by the Secretary-General of the notification.

2. Any withdrawal by a Party shall not relieve it from its financial obligations in the year in which the Party committed to contribute.

3. This Agreement shall be automatically terminated if and when, as the result of withdrawals, the number of Members drops below three (3).

#### **Article 25. TERMINATION**

1. This Agreement shall be terminated through a decision by consensus in the Assembly of all Members.

2. The termination of this Agreement shall not affect validity or duration of any project or program undertaken under this Agreement and not fully executed at the time of termination of this Agreement, unless as otherwise agreed by a consensus of the Assembly.

3. Upon termination, the Assembly may agree, by consensus, to redistribute the property and assets of the ST-EP Organization to the donors as appropriate, taking into consideration the origin of the assets, and taking into account the possibility of transferring them to non-profit institutions having purposes similar to those of the ST-EP Organization as described in Article 3.

**Article 26. AUTHENTIC TEXT**

The authentic text of this Agreement shall be in the English language.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned representatives, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done at Seoul this 28<sup>th</sup> day of March, 2016 in the English language.